

**EXTRAIT DU REGISTRE DES
DÉLIBÉRATIONS DU BUREAU DU SYNDICAT
DU 8 JUIN 2020**

JP/VA

**OBJET : 2.5. ADMINISTRATION GÉNÉRALE – MAINTIEN RÉGIME INDEMNITAIRE AGENTS
PENDANT CRISE SANITAIRE**

L'an deux mille vingt, le huit du mois de juin à quatorze heures trente minutes, le BUREAU DU SYNDICAT DES EAUX DU BASSIN DE L'ARDECHE - S.E.B.A. -, dûment convoqué par le Président du Syndicat, s'est réuni au siège du Syndicat, sis quartier Les Vergnades à LARGENTIERE, sous la présidence de M. Jean PASCAL, Président du Syndicat.

Étaient présents :

M. Jean PASCAL, Président du Syndicat,
M. Gilles DEVANCIARD, Vice-Président du Syndicat,
M. Philippe SAUBIN, Vice-Président du Syndicat,
M. Jacques CHARRIERE, Vice-Président du Syndicat,
M. Jean-Claude BACCONNIER, Vice-Président du Syndicat
M. Jean-Manuel GARRIDO, Vice-Président du Syndicat,
M. Philippe MERINE, Vice-Président du Syndicat,

M. Christian FAUGIER, Vice-Président du Syndicat,
Mme Geneviève CHASTAGNIER, Vice-Présidente du Syndicat,
M. Joseph FALLOT, Vice-Président du Syndicat,
M. Patrice FLAMBEAUX, Vice-Président du Syndicat,
M. Max DIVOL, Vice-Président du Syndicat,
M. Jean-François CUTTIER, Vice-Président du Syndicat,

Étaient excusés :

M. Angelin RAMANMALI, Vice-Président du Syndicat
M. Stéphane CIVIER, Vice-Président du Syndicat,
M. Jean-Léon VIELLARD, Vice-Président du Syndicat,

A été élu secrétaire de séance : M. Jean PASCAL

OBJET : 2.5. ADMINISTRATION GÉNÉRALE – MAINTIEN RÉGIME INDEMNITAIRE AGENTS PENDANT CRISE SANITAIRE

(La présente délibération a été soumise à l'examen du Bureau en vertu de l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales et des délibérations du Comité Syndical en date du 26 mai 2014 et 3 juillet 2017).

Un certain nombre d'éléments annexes de rémunération, nommées primes, indemnités, bonifications,... peuvent voir leur montant impacté par l'absence des agents, par exemple pour cause de maladie.

Dans le cadre de la crise sanitaire, la consigne gouvernementale réside dans le maintien des régimes indemnitaires même en cas d'absence des agents avec la possibilité de voter une délibération rétroactive le permettant.

Il est donc proposé au bureau syndical d'approuver le maintien du régime indemnitaire qui pourrait être impacté par des absences dues à l'épidémie, quelles que soient leur raison, entre le 17 mars 2020 (12 heures) et le 31 mai 2020.

Ceci concerne essentiellement :

- Pour le secteur privé : la prime variable sur objectifs ;
- Pour le secteur public : le RIFSEEP, la prime d'intéressement à la performance collective des services, la nouvelle bonification indiciaire, la prime de responsabilité.

Pour les primes calculées et attribuées sur des périodes dépassant le mois, les absences dans la période susdite seraient considérées comme des jours de travail effectif

Après en avoir délibéré, le bureau syndical décide, à l'unanimité des membres présents, de **VALIDER** ces propositions.

POUR EXTRAIT CERTIFIÉ CONFORME,

Le Président,

Jean PASCAL